

[Aller au contenu](#)

# Val d'Europe Infos

## Coût du patrimoine: Notre-Dame renaît de ses cendres, mais restera-t-elle gratuite pour tous ?

Publié le : 8 mars 2025

Par : [Pierre Dupont](#)



Partager l'article

Le 15 avril 2019, des spectateurs du monde entier ont assisté en direct à l'incendie dévastateur de l'une des cathédrales les plus emblématiques du monde, *Notre-Dame de Paris*. Plus de cinq ans après, Notre-Dame devrait rouvrir ses portes au public le 8 décembre. Derrière les gros titres, un débat animé persiste concernant le financement du patrimoine culturel français et la question de savoir si les visiteurs devraient payer pour entrer dans le monument.

### La crise du financement des espaces sacrés en France

Bien que la France soit un pays laïque interdisant tout subside étatique aux religions, les églises bénéficient encore de financements gouvernementaux. En pratique, les églises construites avant la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État appartiennent aux collectivités locales, tandis que les édifices religieux érigés après cette date sont considérés comme privés et ne sont pas éligibles au soutien financier public. Les municipalités se retrouvent ainsi financièrement responsables de

l'entretien de ces bâtiments, alors que toutes les cathédrales, y compris Notre-Dame, sont la propriété de l'État.

Les municipalités peinent sous ce régime. Les vieux bâtiments religieux se dégradent rapidement et sont souvent abandonnés faute de moyens financiers. Un article récent estime qu'« au moins 1 600 des 40 000 bâtiments religieux gérés par les autorités locales françaises sont actuellement fermés en raison de leur état délabré ». Des milliers d'autres sont menacés, l'Observatoire du patrimoine religieux signalant que 10 % des bâtiments religieux en France nécessitent des travaux urgents, plus d'un tiers sont dans un état « préoccupant » et entre 2 500 et 5 000 églises pourraient être démolies d'ici 2030. L'incendie de Notre-Dame a mis en lumière les débats sur le financement du patrimoine spirituel et culturel du pays.

### **La controverse des dons**

Dès l'extinction de l'incendie, les dons pour la reconstruction de la cathédrale ont commencé à affluer. Certains des Français les plus riches se sont empressés de proposer leur aide. François-Henri Pinault, propriétaire du groupe de luxe Kering, qui inclut Gucci, Yves Saint Laurent et Balenciaga, a promis 100 millions d'euros. La famille Arnault, propriétaire de LVMH, le plus grand groupe de produits de luxe au monde, a engagé 200 millions d'euros. La philanthropie privée dans le secteur culturel est une histoire vieille comme le monde : les riches et puissants contribuent aux institutions culturelles au cœur de la société et, en retour, sécurisent leur statut social. Trois jours après l'incendie, la classe milliardaire française avait promis près de 600 millions d'euros.

[Lire aussi : Découverte à Pompéi : Des sculptures révèlent le rôle marquant des femmes antiques, bien au-delà des épouses!](#)

Du moins, ils l'avaient promis. Dans les mois qui ont suivi, alors que les salaires des ouvriers devaient être versés et que les quelque 300 tonnes de plomb fondu du toit de la cathédrale représentaient un risque toxique pour tous les habitants à proximité, nécessitant un nettoyage immédiat, ces grands donateurs « ont été lents à honorer » leurs engagements. Comme le montre ma recherche, il est typique que les individus donnent davantage lorsqu'ils sont « incités » à ne pas « perdre » quelque chose, comme un patrimoine culturel, tandis que les lieux culturels peinent à générer des revenus pour couvrir les coûts de fonctionnement de base.

Bien que l'on ait annoncé par la suite que les magnats milliardaires avaient finalement respecté leurs engagements, cela n'a été qu'après que le gouvernement ait passé une loi limitant l'utilisation des fonds à la restauration structurelle et à la conservation. Il semble que ces donateurs attendaient des « plans de restauration spécifiques et des négociations sur l'utilisation de leurs contributions ». Pendant ce temps, ce sont les dons beaucoup plus modestes – « 39 millions de dollars de 46 000 personnes et 60 entreprises » – qui ont permis de commencer les travaux, démontrant pourquoi les efforts philanthropiques doivent être collectifs plutôt qu'émanant de quelques personnes fortunées.

### **Débatte des frais d'entrée pour les espaces culturels**

Alors que la cathédrale est sur le point de rouvrir, la ministre de la Culture Rachida Dati a suggéré que les visiteurs de Notre-Dame devraient être facturés pour la première fois. À 5 euros l'entrée, elle estime que cela pourrait rapporter 75 millions d'euros par an, ce qui permettrait au pays de protéger son patrimoine et de « sauver toutes les églises en France ».

### [Lire aussi : Voitures électriques: Étiquetées pour femmes, ont-elles freiné leur évolution?](#)

Alors que l'Église catholique en France s'est immédiatement opposée à cette idée, arguant que les églises et cathédrales doivent pouvoir « accueillir tout le monde, sans condition », Notre-Dame est très différente des autres cathédrales européennes. En effet, les visiteurs de l'abbaye de Westminster à Londres paient 36 euros tandis que ceux de la Sagrada Família à Barcelone paient 26 euros. En comparaison, 5 euros est une aubaine. L'argument de l'église selon lequel un lieu de culte devrait être gratuit pour tous, bien que séduisant, est en contradiction avec les coûts fixes de fonctionnement de ces sites. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement français a dirigé 280 millions d'euros « vers la restauration de plus de 8 000 sites ». Pour assurer la durabilité à long terme de l'entretien de ces monuments emblématiques, l'argent doit venir de quelque part.

Étant donné que les services religieux resteraient gratuits, ce sont les visiteurs culturels qui contribueraient, selon le plan de Dati. Ces visiteurs paient au moins 14,20 euros pour entrer dans la tour Eiffel, 18 euros pour le château de Versailles et 22 euros pour le Louvre. La question est donc : ces monuments et lieux de conservation de la culture, de l'art et de l'histoire française sont-ils substantiellement différents de Notre-Dame ?

#### **Ouvert à tous, financé par qui ? Le paradoxe du patrimoine gratuit**

Facturer un droit d'entrée pour les visites de la cathédrale soulève la question de la valeur que la société accorde à l'accès au patrimoine religieux et culturel partagé. Le débat porte moins sur la possibilité de facturer des frais – de nombreuses cathédrales le font déjà – que sur la question de savoir si elles le devraient, étant donné leur rôle unique dans la fusion du sacré et du culturel. Bien que la facturation pour l'entrée soit actuellement illégale en France, cela pourrait ne pas être la fin du débat étant donné les pressions financières. Un compromis possible serait un modèle « payez ce que vous pouvez », qui est particulièrement utile pour les organisations axées sur des objectifs et centrées sur la communauté. Pendant près de 50 ans, le Metropolitan Museum of Art à New York était gratuit à visiter, son prix d'entrée recommandé mais non obligatoire. Le principe du « payez comme vous souhaitez » est toujours en place pour les résidents de l'État de New York et pour les étudiants des États voisins du Connecticut et du New Jersey. Notre-Dame pourrait potentiellement bénéficier d'une telle approche. La cathédrale de Durham au Royaume-Uni, par exemple, encourage un don de 5 livres à l'entrée, mais l'admission est techniquement gratuite.

### [Lire aussi : Difficulté à tenir vos résolutions du Nouvel An ? La neuroscience explique pourquoi](#)

Il est indéniable qu'une œuvre historique d'art a propulsé Notre-Dame dans la culture populaire mondiale et a accru l'intérêt pour sa préservation : à savoir, le roman de 1831 de Victor Hugo *Notre-Dame de Paris* et ses adaptations ultérieures, y compris l'animation Disney de 1996. Nous sommes laissés avec une question : alors que le nombre de personnes s'identifiant comme catholiques est en baisse en France, est-il justifiable de permettre que la fonction spirituelle de Notre-Dame soit aux frais des contribuables alors que le reste du patrimoine culturel du pays ne reçoit pas le même subside ? La cathédrale existe depuis le 12e siècle et a accueilli des événements pivots tels que le couronnement de Napoléon. Pourtant, dans un pays regorgeant d'autres trésors culturels, dont

beaucoup languissent sans l'attention ou les ressources que reçoit Notre-Dame, cela soulève une préoccupation : les effets de la priorisation d'une icône au détriment des autres.